LE MONDE 2/01/22

Avec la vague Omicron, une vague d'« absentéisme » chez les enseignants ?

Un tiers des professeurs pourraient être absents d'ici à la fin janvier, selon le conseil scientifique. Face à ce risque reconnu comme « inédit », l'éducation nationale mise sur deux leviers : l'appel aux vacataires et aux retraités.

Par Mattea Battaglia

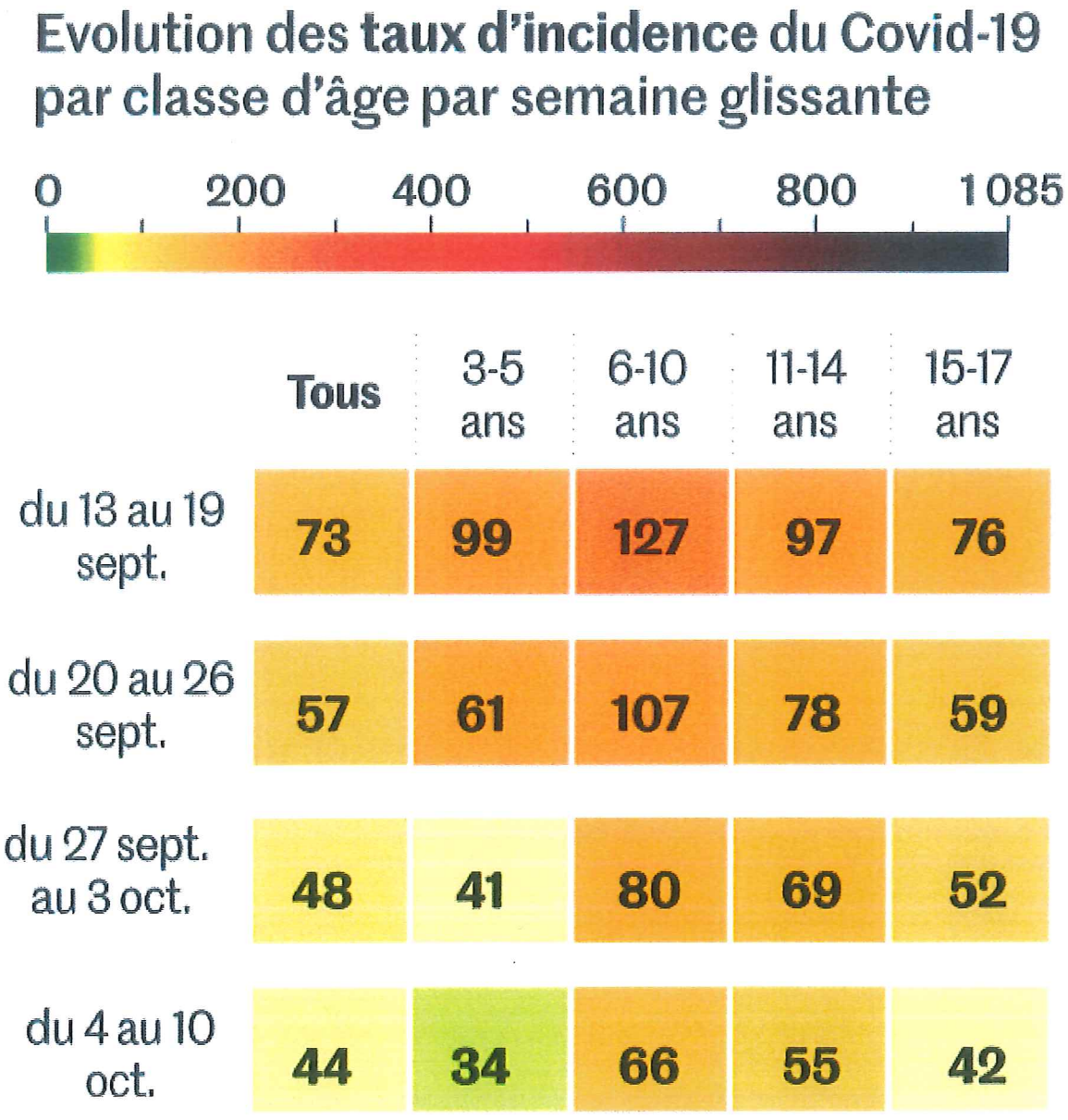
Publié le 31 décembre 2021 à 12h00, mis à jour hier à 12h06

Temps de Lecture 4 min.

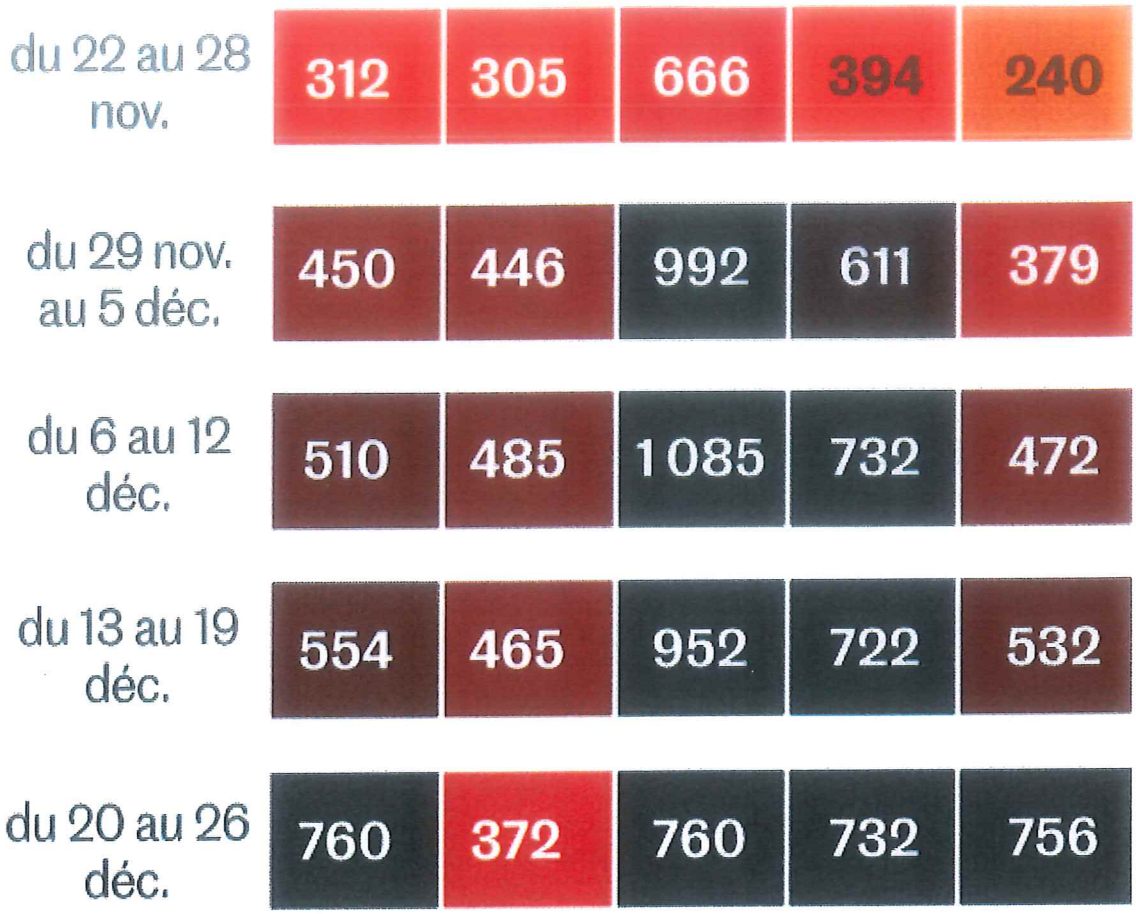
- Sélections

Voilà un pronostic – peut-être l'un des seuls, à ce stade du calendrier – qui fait consensus entre enseignants, scientifiques et décideurs politiques : les absences des enseignants pourraient atteindre un niveau *« inédit »* d'ici à la fin janvier.

Face à la déferlante Omicron, le conseil scientifique s'est risqué durant ces vacances scolaires à une estimation : un tiers des professeurs *« au moins »* pourraient être touchés par le Covid-19 d'ici à la fin janvier, de manière *« directe »* ou *« indirecte »* (cas positif ou cas contact). L'instance chargée de conseiller le gouvernement dans ses décisions relatives à l'épidémie fait ainsi de l'école l'un des secteurs de la société possiblement *« désorganisé »* par l'envol des contaminations.



du 11 au 17 oct.	48	32	72	52	43
du 18 au 24 oct.	55	37	90	62	48
du 25 au 31 oct.	62	33	72	63	49
du 1er au 7 nov.	77	41	88	72	61
du 8 au 14 nov.	107	75	140	100	82
du 15 au 21 nov.	194	173	347	213	142



Sources : Santé publique France ; Germain Forestier

Infographie : *Le Monde*

Les écoles, collèges et lycées peuvent-ils tourner avec un tiers des 800 000 enseignants en moins ? Au ministère de l'éducation, on communique avec prudence sur le sujet… mais pas sur l'enjeu : invité de France Inter, mardi 28 décembre, Jean-Michel Blanquer a reconnu un *« risque d'absentéisme accru »* parmi les enseignants.

Ces derniers auraient sans doute préféré que leur ministre de tutelle parle d'*« absences »* – ce *« choix sémantique »,* très commenté sur les réseaux sociaux, passe mal au sein de la profession. Il n'empêche, de la base au sommet de la « maison éducation », l'inquiétude est partagée : au SNUipp-FSU comme au SE-UNSA, au SNALC comme au SGEN-CFDT, on redoute avec le rebond épidémique des *« difficultés généralisées »* de remplacement au-delà de la seule région francilienne, de Marseille ou de Montpellier, régulièrement concernées.

Mauvaise gestion des absences

Face à ces prévisions, que répond l'institution ? Dans le « JDD », ce dimanche 2 janvier, le ministre de la santé Olivier Véran a annoncé les adaptations des règles de mises à l'isolement, face au variant Omicron. Le ministre de l'éducation devrait s'exprimer dans les heures qui viennent sur le sujet. *« Nous déployons des moyens, notamment chez les vacataires* [des contractuels] *et les jeunes retraités de l'éducation nationale,* soulignait M. Blanquer mardi 28 décembre. *Notre objectif est de garantir la continuité pédagogique. » « Vieilles recettes »,* réagit-on sur le terrain de l'école : la Seine-et-Marne, faute de remplaçants volontaires, avait déjà lancé un appel en direction des professeurs retraités avant Noël. Sans que l'on sache, précisément, si ce territoire relevant de l'académie de Créteil a vu venir à lui des volontaires. Même chose en Normandie.

Mais dans les écoles, on y croit peu : *« Revenir sur le front après 60 ans, en pleine épidémie, c'est l'inverse du bon sens »,* souffle un enseignant retraité. *« Qui va accepter de s'exposer au virus pour un CDD de deux mois ?,* interroge un autre. *C'est la solution de dernier recours quand on n'a plus personne sous la main ; ça dit bien que le vivier de remplaçants est à sec, mais ça ne permettra certainement pas aux écoles d'encaisser la vague ! »*

La situation était déjà *« critique »* avant les vacances de Noël. *« Le non-remplacement est devenu notre problème principal »,* expliquait-on alors à la fédération de parents PEEP. La FCPE, elle, recensait sur sa plate-forme en ligne Ouyapacours.fcpe.asso.fr quelque 24 125 heures de cours de perdues entre septembre et décembre, dans toute la France. Une *« fourchette basse »,* précise sa porte-parole Carla Dugault, car *« fondée sur du déclaratif ».* De Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis) à Roubaix (Nord) en passant par Bobigny ou Versailles, les équipes enseignantes et les familles concernées ont fait entendre leur mécontentement, à coup de pétitions et d'interpellations dans les médias. Avant Noël, toujours, la Cour des comptes ajoutait sa voix à ce flot de critiques, épinglant, dans un énième rapport, la mauvaise gestion des absences d'enseignants plus que les absences en elles-mêmes, guère plus nombreuses dans cette profession que dans une autre.

De nouveaux « moyens exceptionnels »?

« Sur la question du remplacement, comme pour tout ce que vit l'école en ce moment, on a l'impression de faire du surplace, voire de revenir un an en arrière, commente Stéphane Crochet, du SE-UNSA : *nos interlocuteurs rue de Grenelle ne nous l'ont pas caché : les difficultés de remplacement sont plus aiguës qu'en décembre 2020* » – lors du premier « pic hivernal » sous le signe du Covid. *« Pour s'en sortir, à défaut d'une rallonge budgétaire qui nous semble pourtant urgente, on pourrait commencer par faire appel aux listes complémentaires des aspirants enseignants qui ont manqué de peu la réussite aux concours »,* suggère Guislaine David, du SNUipp-FSU. Un « levier » que soutiennent d'autres syndicats mais que l'institution n'active qu'en dernier recours, semble-t-il.

L'effort entrepris par le ministère de l'éducation, aux premières heures de la crise sanitaire, d'injecter jusqu'à 6 000 contractuels dans le premier degré, et 8 000 assistants d'éducation dans les collèges et lycées, au titre de *« moyens exceptionnels »* (pas tous consommés), n'a pas été renouvelé pour l'année scolaire en cours. La direction générale des ressources humaines du ministère a, mi-

décembre, passé le mot aux rectorats de procéder à des recrutements pour le mois de janvier, avancent les syndicats. On saura, dans les prochaines semaines, s'il s'agit d'autre chose que d'un vœu pieux.

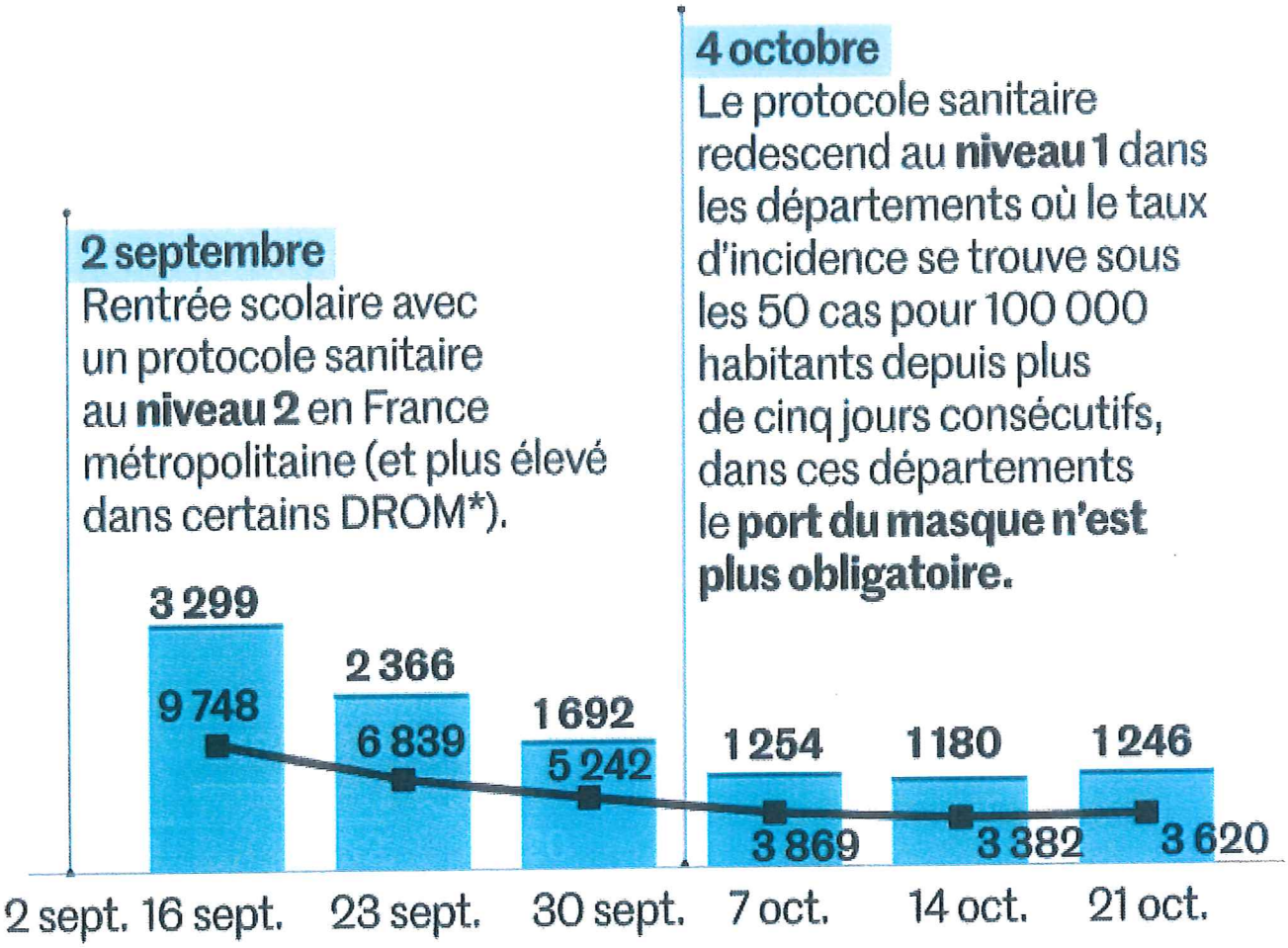
Moins de fermetures de classes, plus d'élèves contaminés

Au premier trimestre, premier et second degrés confondus

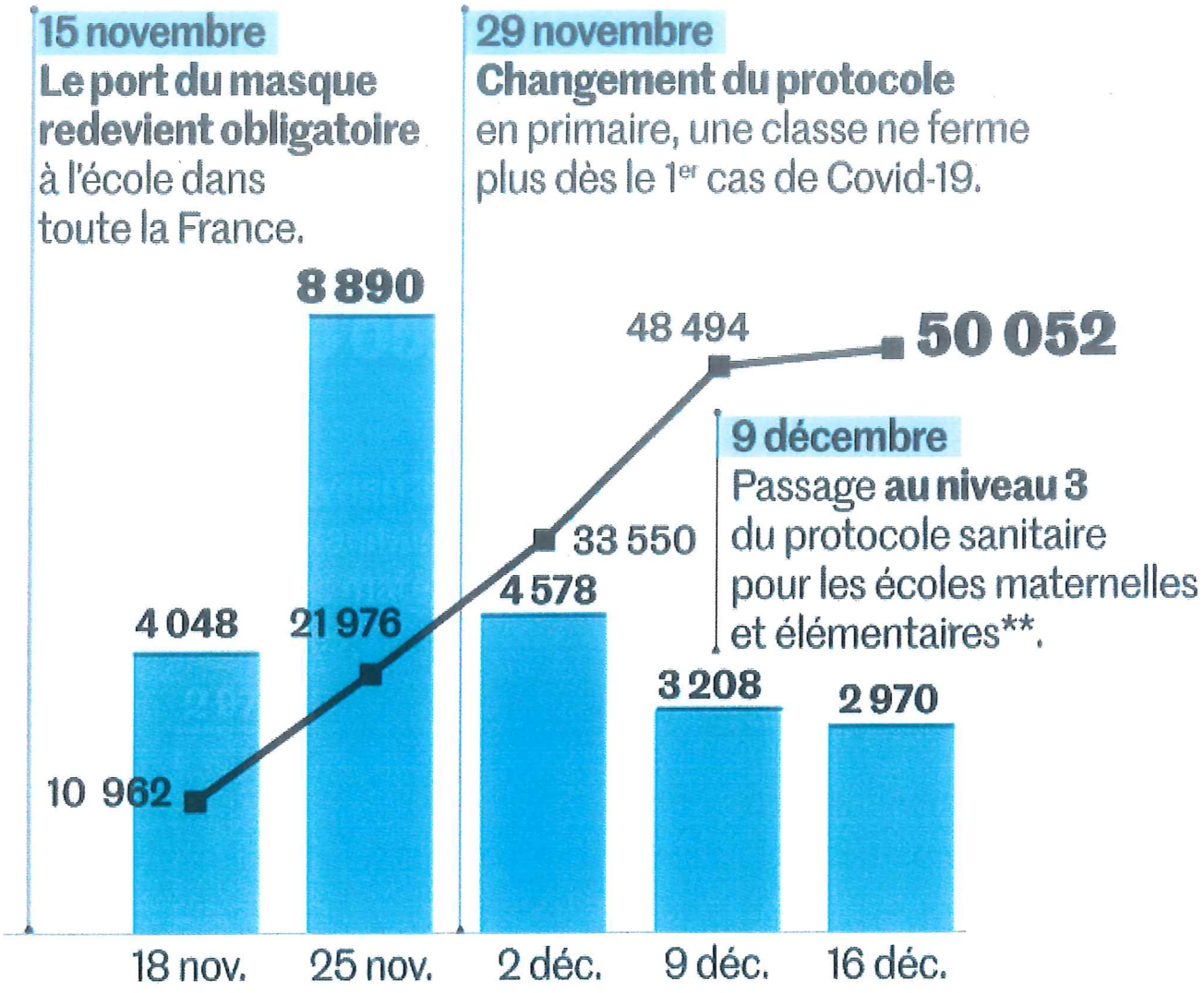
Classes fermées

Cas de Covid-19 chez les élèves

De la rentrée aux vacances de la Toussaint



Des vacances de la Toussaint aux vacances de Noël



* Départements et régions d'Outre-Mer

** A l'exception de la Guyane qui était déjà en niveau 4

Source : ministère de l'éducation nationale

Infographie : *Le Monde*